

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
19, place de l'ancien foirail
32000 AUCH

Auch, le 26/10/2023

Rapport de contrôle de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMPEPTDG TRIGONE

Site de LE HOUGA
1, rue Jacqueline Auriol - 32000 Auch

Référence : 2023-0888-Dp
Code AIOT : 0006804812

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement SMPEPTDG TRIGONE implanté au lieu-dit Pontac 32460 Le Houga. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées (1 contrôle par an minimum) ainsi que dans le cadre de l'action nationale sur la traçabilité des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMPEPTDG TRIGONE
- Pontac 32460 Le Houga
- Code AIOT : 0006804812
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui
- Activité : ISDND.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions d'élimination	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3	VI du 08/11/2022 Constat susceptible de suite	Sans objet
2	Conditions d'élimination	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-48-4	VI du 08/11/2022 Constat susceptible de suite	Sans objet
3	Conditions d'élimination	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-48-4	VI du 08/11/2022 Constat susceptible de suite	Sans objet
4	Information du personnel	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III	VI du 08/11/2022 Constat susceptible de suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Données enregistrées et indisponibilité	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV	VI du 08/11/2022 Constat susceptible de suite	Sans objet
6	Rejet des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	VI du 08/11/2022 Constat susceptible de suite	Sans objet
7	Captage du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12	VI du 08/11/2022 Constat susceptible de suite	Sans objet
8	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 27	VI du 08/11/2022 Constat susceptible de suite	Sans objet
9	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33	VI du 08/11/2022 Constat susceptible de suite	Sans objet
10	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tous les constats sont classés sans suite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'élimination
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'élimination
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après:</p> <p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...]</p> <p>[...]</p> <p>IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure d'acceptation 2023 du site précise que, pour être acceptés sur le site, les déchets</p>

doivent être associés à un rapport de caractérisation fourni par le producteur de déchets, notamment pour les DIB en direct et les tout venant de déchetterie. Exemple pris pour la société COVALREC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions d'élimination
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-48-4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'élimination
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p> <p>Constats :</p> <p>La fiche d'information préalable à l'admission 2023 comporte un encadré relatif aux obligations du producteur de déchets. Elle comprend la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>Exemple pris pour la société COVALREC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions d'élimination
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-48-4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'élimination
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie.</p> <p>Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p>

<p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p>
<p>Constats :</p> <p>TRIGONE a mis en place et déployé une note d'information pour les collectivités membres présentant les obligations des collectivités de collecte de déchets (ordures ménagères) et, en particulier, l'obligation de transmettre une attestation faisant mention de leurs obligations de tri, définies à l'article L2224-16 du CGCT.</p> <p>Des exemples de note ont été consultés durant l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

<p>N° 4 : Information du personnel</p>
<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif du contrôle par vidéo. La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; - la finalité du traitement installé ; - la durée de conservation des images ; - le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; - le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a consulté lors du contrôle la feuille d'émargement du personnel salarié ainsi que le PV du comité technique - où siègent les IRP - du 01/12/2022.</p> <p>En outre, sur site, les panneaux de signalisation sont présents notamment au pont-bascule à l'entrée de l'ISDND et dans les bureaux administratifs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Données enregistrées et indisponibilité
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un journal permettant de recenser les périodes d'indisponibilité. Les pertes de contrôle caméra correspondent au code UA0013. A partir de ce code et du journal, il est possible de calculer la durée d'indisponibilité de l'appareil. Aucune période d'indisponibilité n'a été supérieure à cinq jours.</p> <p>La maintenance est assurée par la société ADOUR VISION SYSTEMES néanmoins aucune opération n'est à recenser depuis l'installation du dispositif.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejet des lixiviats
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I- [...] Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Une opération de pompage a été effectuée au niveau des puits mixtes n° 1 et 2 le 24/01/2023 permettant d'abaisser la charge hydraulique et la rendre conforme. L'Inspection a vérifié le tableau de suivi de cette charge sur 2023 et n'a pas constaté de dépassement depuis cette opération de pompage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Captage du biogaz
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Captage du biogaz
Prescription contrôlée : I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci. Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier.
Constats : Sur site, l'Inspection a constaté que les drains de captage du biogaz ont été installés et raccordés pour les alvéoles A33 et A34, à l'avancement de l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Admission des déchets
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Prescription contrôlée : Pour être admis dans une installation de stockage les déchets satisfont : - à la procédure d'information préalable visée à l'article 28 ou à la procédure d'acceptation préalable visée à l'article 29 ; - à la transmission par le producteur ou le détenteur des déchets, des documents prévus à l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement permettant de justifier du respect des obligations du producteur des déchets. Cette transmission ne concerne pas les déchets listés au III de l'article R. 541-48-4 ; - au contrôle à l'arrivée sur le site visé à l'article 30. Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.
Constats : L'exploitant a transmis puis présenté le certificat d'acceptation préalable concernant les déchets provenant de la société DÉLICES D'AUZAN et transportés par COVALREC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des odeurs
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs
Prescription contrôlée : I. - Afin de limiter les entrées d'eaux pluviales au sein du massif de déchets et les éventuelles émissions gazeuses, la superficie de la zone en cours d'exploitation est inférieure ou égale à 7 000 m ² . Cette superficie peut être adaptée par arrêté préfectoral notamment pour des motifs de sécurité de la circulation en sécurité. II. - Le mode de stockage permet de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. Si nécessaire, l'exploitant met en place un système, adapté à la configuration du site, qui permet de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation. L'exploitant dispose en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement au moins égale à la quantité utilisée pour 15 jours d'exploitation. L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les modalités de mise en place des déchets, la fréquence et le mode de leur recouvrement et la quantité minimale de matériaux de recouvrement qui doit être

présente sur le site. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le bilan matière des matériaux de recouvrement. Afin d'empêcher tout envol de déchets ou de limiter les odeurs, les déchets biodégradables stockés dans un casier sont recouverts par des matériaux ou des déchets non dangereux ou inertes ne présentant pas de risque d'envol et d'odeurs. Le compost non conforme aux normes en vigueur, les mâchefers ou les déchets de sédiments non dangereux peuvent être notamment utilisés.
Constats : Sur site l'Inspection a pu constater que la couverture en terre de l'alvéole A33 était satisfaisante et que les abords de l'installation étaient propres. Les premières terres de décantation de l'usine de production d'eau potable de Villecomtal-sur-Arros - utilisées comme matériau de recouvrement des déchets - seront reçues en semaine 41, pour une quantité estimée entre 200 et 300 m ³ . L'exploitant a reçu l'accord préfectoral par courrier du 4 septembre 2023, suite au dépôt du dossier de porter à connaissance justifiant du caractère inerte des terres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Déclaration GERE
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées.
Constats : Les déclarations GERE sont effectuées.
Observations : Pour les ISDND, la déclaration détaille la cinétique de dégradation pour les installations de combustion du biogaz capté (torchères et équipements de valorisation) : - débit de biogaz, méthode d'estimation, fréquence de la mesure et temps de fonctionnement ; - teneur en CH ₄ du biogaz, méthode d'estimation, fréquence de la mesure, et ceci, afin de calculer la quantité de méthane oxydé par combustion. L'exploitant indique effectuer ses calculs à partir de la méthode et d'une formule de calcul qui lui et propre. Il transmettra à l'Inspection cette formule de calcul ainsi que les résultats obtenus depuis la mise en fonctionnement de l'installation de combustion du biogaz capté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet